

ANALYSE 2009

Quels sont les enjeux des conflits armés d'août 2008 en Géorgie ?



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Quels sont les enjeux des conflits armés d'août 2008 en Géorgie ?

Introduction

Le récent conflit (août 2008) en Géorgie a mis en évidence divers conflits larvés, qui couvent depuis de nombreuses années.

Quelques mois après le paroxysme de la crise dans cette région, Pax Christi Wallonie-Bruxelles souhaitait revenir sur ce conflit armé afin d'en analyser, tant que faire se peut, les raisons et les éventuelles conséquences. C'est dans ce but que l'association a organisé un « Midi-Zoom » pour faire le point sur la question.

Pourquoi parle-t-on de conflits larvés en Géorgie ?

La chute du mur de Berlin, en 1989 - avec tous les bouleversements en Europe centrale et orientale qui ont logiquement attiré et retenu l'attention en Belgique et en Europe occidentale - a mis un voile sur un grand bouleversement qui se déroulait en Géorgie.

Déjà en 1988, des mouvements socio-politiques émergeaient : nous pouvons citer le mouvement national géorgien, mais déjà aussi les mouvements nationalistes et indépendantistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, qui sont deux régions de Géorgie. On notait aussi des « remous » au sein de la communauté arménienne.

Dans le mouvement national géorgien, deux tendances existaient : une tendance modérée qui souhaitait encore à l'époque une refonte de l'Union soviétique en une sorte de confédération, et une tendance radicale, dont un des leaders (Zviad Gamsakhourdia) est devenu en 1991 le Président de la Géorgie indépendante. Ce président était indépendantiste, nationaliste très radical, et même ethno-nationaliste : partisan d'une ethno-démocratie qui ne laissait plus aucune place pour l'autonomie des minorités (dont les Abkhazes et les Ossètes). Son intention était clairement de mettre fin à cette autonomie qu'il voyait comme des bombes à retardement placées par le pouvoir soviétique pour un jour faire éclater la Géorgie.

Mais revenons sur l'événement bouleversant de 1989 : le 9 avril, une manifestation nationaliste fut violemment réprimée par les troupes du Ministère soviétique de l'Intérieur. Cette répression est marquante car elle fit basculer une très grande majorité de l'opinion publique dans le camp des radicaux, des ethno-nationalistes, ce qui contribua largement à très vite faire monter la tension entre les différentes ethnies qui jusque-là menaient une coexistence relativement pacifique.

Ensuite, des minorités ont proclamé leur souveraineté et leur indépendance. Notons par exemple que l'Abkhazie avait restauré sa Constitution de 1925 - époque où elle n'était pas encore intégrée à la Géorgie (elle le sera en 1931).

Causes du conflit d'août 2008 en Géorgie

Première cause du conflit

Il nous semble indéniable que la cause première du conflit récent réside dans les « effets secondaires » de la dislocation de l'Union soviétique. Cette dislocation a donné naissance à quinze nouveaux Etats sur base de quinze républiques fédérées, mais a aussi donné naissance ensuite - voire parallèlement - à l'intérieur de certains de ces nouveaux Etats à des problèmes posés par des minorités qui réclament à leur tour soit leur indépendance (comme la Tchétchénie) soit une souveraineté plus ou moins importante.

Comme deuxième cause du conflit, nous relevons l'entrée, à des degrés et à des rythmes divers, de ces nouveaux pays dans le système capitaliste mondial et leur intégration progressive au marché mondial. Cette intégration fut accompagnée par l'arrivée en scène de nouveaux acteurs, qui n'opéraient pas – jusqu'à ce moment-là – dans la région. Mais nous remarquons aussi que, quand on parle d'entrée dans un système capitaliste, de ce point de vue-là la Géorgie ne s'éloigne pas de la Russie, elles vont dans la même direction : le modèle capitaliste très radical appliqué en Géorgie depuis l'arrivée au pouvoir de Saakachvili (président depuis 2004) est un modèle largement inspiré de celui qui fut appliqué en Russie dans les années nonante. Cependant, Saakachvili va quand même plus loin dans les privatisations, non seulement de l'économie, des terres, mais aussi de l'enseignement et de la santé publique par exemple.

Comme troisième cause du conflit, nous mettons en évidence les enjeux géostratégiques avec l'arrivée de nouveaux acteurs extérieurs, principalement les Etats-Unis. Après la dislocation de l'Union soviétique, l'enjeu pour les Etats-Unis était d'avoir une mainmise sur toute la région de la Caspienne, du Caucase, voire même de la Mer Noire. Bien évidemment, le contrôle des hydrocarbures de la Caspienne constitue l'enjeu principal à première vue, avec la mise en place de nouveaux réseaux d'oléoducs dont le plus connu part de l'Azerbaïdjan pour aboutir en Turquie (le grand allié des Etats-Unis dans la région) en passant par la Géorgie. De ce fait, la Géorgie devient importante d'un point de vue géostratégique.

D'autres facteurs qui interviennent dans les enjeux géostratégiques sont l'élargissement de l'OTAN à l'Est et le « reformatage » des opinions publiques, notamment par le travail d'influence et d'expansion de la démocratie opéré tant par le réseau d'ONG, le réseau des médias, etc. que par la Fondation Nationale pour la Démocratie, qui est une structure mise sur pied sous l'ère Reagan et qui coordonne et soutient des actions pour la démocratie dans diverses parties du monde.

Enfin, nous voulons relever une **quatrième cause du conflit** : c'est bien évidemment le rôle de la Russie, autour des mêmes enjeux géostratégiques. La Russie était, à l'époque de l'Union soviétique, la puissance dominante donc influente. L'Union soviétique a ensuite périclité, mais actuellement la Russie est sur le retour, par son redressement économique et par la position qu'elle a acquise dans le domaine énergétique (pétrole et gaz) – y compris l'usage qu'elle en fait sur la scène internationale. On comprend dès lors qu'elle voie d'un très mauvais œil l'action des Etats-Unis dans la région et qu'elle veuille retrouver son influence sur les ex-républiques soviétiques. C'est sous l'ère Poutine que le redressement économique, accompagné d'une recentralisation et d'une politique de plus en plus autoritaire, s'est fait sentir.

Nous pensons que ce conflit du mois d'août 2008 et les déclarations d'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud qui s'en sont suivies, ont constitué un premier « test »

important pour la Russie, qui a vu l'impuissance relative – et peut-être provisoire – des Etats-Unis à réagir.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont réussi à obtenir des garanties militaires complètes de la part des Russes (en plus de la reconnaissance de leur indépendance), chose que la Géorgie n'a pas obtenue de l' « Occident », elle reste (pour l'instant en tout cas) en marge de l'OTAN.

Remarquons quand même que si l'on compare avec l'indépendance proclamée du Kosovo, dont le nouvel Etat a été reconnu par une cinquantaine de pays jusqu'à présent (c'est-à-dire un quart des pays au niveau mondial : ce n'est donc pas une grande réussite de la politique occidentale), l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud n'est reconnue que par deux Etats ! Au niveau mondial, cet exemple montre bien la position assez marginale de la Russie...

Pour terminer ce paragraphe consacré aux causes du conflit d'août 2008, nous voulons aussi signaler l'importance que revêt la réunification du pays pour les Géorgiens. Elle n'est pour eux pas moins importante que la question de Taiwan pour les Chinois ou la question du Pays Basque pour les Espagnols. Nous pensons donc qu'il existe une divergence de vue entre les Occidentaux (Américains et Européens) et les Géorgiens : pour les premiers, ce conflit pouvait se gérer dans le calme, sur le long terme, alors que comme nous venons de le mentionner, il revêtait une grande importance aux yeux de la Géorgie. Cette dernière a donc voulu « forcer » ceux qu'elle considérait comme ses alliés à s'engager dans ce conflit, en faisant parler les armes...

Quelles conséquences de ce conflit ?

Nous ne prétendons évidemment pas ici être exhaustifs mais nous souhaitons pointer quelques conséquences qu'il nous semble important de relever.

Les Russes ne souhaitaient apparemment pas nécessairement l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Mais confrontés, ces dernières années, à la volonté d'expansion de l'OTAN vers l'Est, ils ont probablement estimé qu'une politique de confrontation pouvait tourner à leur avantage. C'était pour eux une manière relativement « facile » de mesurer les rapports de forces. Pour l'Union européenne et les Etats-Unis, qui voulaient pourtant gérer le conflit à leur manière, il s'agit clairement d'une défaite. Même si on ne peut pas dire qu'ils se soient investis énormément.

C'est d'autant plus une défaite pour l'Union européenne que tout conflit avec la Russie (surtout un conflit violent), répercuté par les médias et qui mobilise des opinions publiques, crée de grandes divisions à l'intérieur de l'Union européenne, entre certains Etats qui la composent. C'est de plus en plus difficile à gérer et l'Union a beaucoup de mal à parler d'une seule voix, spécialement quand il s'agit de politique étrangère (nous l'avons d'ailleurs souvent regretté dans d'autres analyses).

Par contre, pour le gouvernement russe, il s'agit d'une double victoire : militaire bien sûr, mais aussi populaire, car par son intervention, il a trouvé un nouveau moyen d'augmenter sa popularité auprès de sa propre opinion publique.

On ne peut pas en dire autant du gouvernement géorgien et surtout de son président qui, loin d'avoir renforcé sa popularité, est ressorti fort affaibli de ce conflit. L'opinion publique géorgienne a en effet douté de l'opportunité de l'engagement du conflit et a surtout reproché à son président la manière dont il a agi.

Que pouvons-nous en conclure ?

Même si, en tant qu'association d'éducation permanente à la paix, à la non-violence et à la réconciliation, Pax Christi Wallonie-Bruxelles peut comprendre l'importance des enjeux que les différentes parties en présence voient dans ce conflit, elle regrette fortement que la violence (par les armes) ait une nouvelle fois parlé. Mais qui est responsable du déclenchement de ce conflit et de la tournure qu'il a prise, avec les cruautés et les horreurs qui l'ont accompagné ?

Il est avéré, et le rapport de mission sur place de deux parlementaires belges en septembre 2008 l'a montré, que c'est l'armée géorgienne qui a déclenché les hostilités. Au cours de son offensive en Ossétie du Sud, une destruction massive d'objectifs purement civils a eu lieu. L'armée russe a ensuite riposté avec énormément de fermeté, puis a « laissé faire » des milices ossètes.

De forts indices tendent à montrer que des crimes de guerre et un nettoyage ethnique ont eu lieu dans la région, dans l'un et l'autre chefs des différentes parties en présence.

Pour ce conflit aussi, il sera important que la justice puisse œuvrer pour ne pas laisser ces crimes impunis.

Nous pensons également que la Russie a réagi dans ce conflit en fonction de plusieurs données récentes qui contrevenaient à ses objectifs stratégiques, militaires ou commerciaux comme la volonté des Occidentaux de la contourner pour l'acheminement d'hydrocarbures en passant par le sud (et notamment par la Géorgie), comme la volonté de l'Ukraine mais aussi de la Géorgie (deux ex-républiques de l'Union soviétique) d'intégrer l'OTAN, comme le déploiement de missiles américains en Tchéquie et en Pologne notamment, etc.

Il est donc clair que le conflit d'août 2008 en Géorgie dépassait les seules velléités des Géorgiens, des Ossètes et des Abkhazes. Le grave problème réside, comme trop souvent, dans le fait que ce sont essentiellement les populations civiles qui en ont été les victimes.

Olivier Duhayon,
Chargé de projets à Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Mars 2009